

## Le Bulletin Mensuel du Bureau du Représentant Personnel



Lutter pour mettre fin aux Violences Sexuelles et au Recrutement des enfants dans les groupes armés en République Démocratique du Congo.



Le Représentant Personnel du Président Kabila, Jeanine Mabunda (deuxième à gauche) aux Nations unies avec la Représentante Spéciale Zainab Bangura, l'Ambassadeur Jan Eliasson, la Représentante Spéciale Leila Zerrougui et l'Ambassadeur de la République Démocratique du Congo, Ignace Gata.

### Le Président Kabila nomme un Représentant Personnel pour lutter contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants dans les groupes armés en RDC

Le 8 juillet 2014, le Président Joseph Kabila a rempli son engagement auprès du peuple congolais et de la communauté internationale en nommant Mme Jeanine Mabunda comme son Représentant Personnel afin de mettre fin aux violences sexuelles et au recrutement des enfants dans les groupes armés en République Démocratique du Congo (RDC).

Peu après sa nomination, le Représentant Personnel a entamé une série de contacts avec les différentes parties prenantes engagées dans cette lutte au niveau national et international. Il s'agit notamment de la Vice-Primature en charge de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, du Ministère de la Justice et des Droits Humains, du Ministère du Genre, Famille et Enfant, des Organisations non gouvernementales, des donateurs et des Agences du Systèmes des Nations unies.

En août, Mme Mabunda a effectué une visite d'écoute dans la province du Nord Kivu, où elle a rencontré des victimes des violences sexuelles, la société civile et les fonctionnaires de la justice tant civile que militaire qui ont ouvertement parlé de leur lutte quotidienne contre l'impunité.

Dans le territoire de Rutshuru, Mme Mabunda a apprécié le dévouement d'un officier des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la lutte contre les violences sexuelles. Conjointement avec Mme Mabunda, un commandant des FARDC a plaidé pour que des solutions soient trouvées pour l'instauration d'un tribunal mobile, afin d'auditionner 10 soldats arrêtés pour des crimes de violences sexuelles à Rutshuru. L'absence d'un système de justice local fonctionnel a empêché qu'ils soient poursuivis.

L'indicatif des défis auxquels la RDC fait face, c'est à moins de 70 km de Goma, la capitale de la province du Nord Kivu, où les représentants gouvernementaux ont informé Mme Mabunda avoir délivré avec succès aux autorités plus de 200 décisions de cas des violences sexuelles.

Au mois d'octobre, Mme Mabunda présentera son plan d'action pour la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants en RDC. Elle se concentrera sur six axes prioritaires: l'état des lieux, la lutte contre l'impunité, la réparation économique des victimes, la prévention, le devoir de mémoire, la communication et le plaidoyer.



Le Représentant Personnel Jeanine Mabunda rencontre des victimes de violences sexuelles à Goma, dans la province du Nord Kivu.

Comme première tâche publique officielle en tant que Représentant Personnel du Président Kabila, Mme Jeanine Mabunda a conduit une mission de proximité et d'audition dans la province du Nord Kivu au mois d'août dernier.

Mme Mabunda a tout d'abord entendu comment les violences sexuelles et le recrutement des enfants dans les groupes armés ont brisé des vies et des communautés dans la partie Est de la RDC. A Goma, une fille orpheline de 13 ans, en pleine convalescence suite à série d'opérations à l'hôpital HEAL Africa, a raconté comment sept soldats d'un groupe armé l'ont violée dans la Province du Maniema. Mme Mabunda a promis à la jeune fille courageuse qu'elle travaillerait étroitement avec toutes les parties prenantes pour aider à débarrasser le pays de toute forme de violence sexuelle.

L'état des lieux et les perspectives de sa visite dans la province du Nord Kivu ont contribué à l'élaboration du plan d'action de Mme Mabunda



### Stratégie globale pour la lutte contre les violences sexuelles en RDC

En date du 29 août 2014, le Ministère de la Défense de la République Démocratique du Congo et les Nations Unies, par le canal du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la lutte contre les Violences Sexuelles, ont conjointement adopté le Plan d'Action des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) pour la lutte contre les violences sexuelles.

Ce plan révolutionnaire, qui est le premier en son genre au monde, décrit des mesures d'ensemble que les FARDC mettront en œuvre pour combattre les violences sexuelles en RDC. Les étapes pour sensibiliser les officiers des forces armées Congolaises sur l'impact des violences sexuelles sur les victimes, les communautés et le pays dans l'ensemble ainsi que l'établissement d'un contrôle et d'un processus d'évaluation constitue le point le plus important dans le plan. Arriver à l'absence de cas de viol commis par les membres des FARDC et de la Police Nationale Congolaise est l'objectif global du plan, ceci a été apprécié par M. William Hague, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du Royaume-Uni.

Les fonctionnaires des Ministères Congolais de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, de la Justice et Droits Humains et du Genre, Famille et Enfant ont participé à un atelier tenu à Kinshasa sur le plan.

Contactez-nous :

[media@stopdrsexualviolence.org](mailto:media@stopdrsexualviolence.org)  
[media@stopdrchildrecruitment.org](mailto:media@stopdrchildrecruitment.org)

Suivez-nous sur Twitter:

[@StopDRCSV](https://twitter.com/StopDRCSV) and [@StopDRCCR](https://twitter.com/StopDRCCR)

### Le Représentant Personnel Mabund effectue une mission à l'ONU

À l'invitation de Mme Zainab Bangura, [la Représentante Spéciale du Secrétaire Général sur les Violences Sexuelles dans les conflits armés](#), Mme Jeanine Mabunda, le Représentant Personnel du Président Kabila pour la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats en République Démocratique du Congo (RDC) a effectué une mission de trois jours aux Nations unies (ONU) pour discuter des défis énormes dont la RDC fait face et obtenir l'assistance des Etats membres de l'ONU et des organisations internationales.

Pendant la visite du 3 au 5 septembre, Mme Mabunda avait eu des rencontres individuelles avec des ambassadeurs et des représentants des cinq pays membres permanent du Conseil de Sécurité (CS); la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis; l'actuel groupe du Conseil de Sécurité travaillant sur les enfants dans les conflits armés, le Luxembourg, le Japon, les Émirats arabes unis et la Belgique. Elle a aussi rencontré Mme Leila Zerrougui, [la Représentante Spéciale du Secrétaire Général sur des Enfants et le conflit armés](#), l'Ambassadeur Jan Eliasson, [le Député Secrétaire Général de l'ONU](#) et du [Groupe de travail des ONG sur les Femmes, la Paix et la Sécurité](#).

Mme Mabunda a parlé des domaines importants de ses fonctions, notamment la prévention par l'éducation, l'impunité et les réparations dans la lutte contre les violences sexuelles et l'extension de la coopération du gouvernement de la RDC avec la communauté internationale pour mettre fin au recrutement d'enfants. Elle a aussi souligné que des citoyens congolais et des communautés touchées par les violences sexuelles et le recrutement d'enfants ont besoin des dividendes de paix tangible après la défaite des groupes armés illégaux qui opéraient en RDC.

Tandis que la RDC mène le combat contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants dans des groupes armés, Mme Mabunda a aussi souligné qu'une variété d'aide de la communauté internationale est nécessaire pour éradiquer ces fléaux dans le deuxième plus grand pays d'Afrique.

### Débat du conseil de sécurité de l'ONU sur les enfants dans les conflits armés

Le 8 septembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) a conduit un débat sur les enfants dans les conflits armés qui a duré toute la journée. Mme Leila Zerrougui, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour les Enfants et les conflits armés, a clairement montré les gains et défis existants à mettre fin aux meurtres, recrutement et autres abus commis sur les enfants pendant les conflits armés à travers le monde.

Le tout récent rapport du Secrétaire Général sur les enfants en conflits armés, [S/2014/339](#), donne les détails des progrès fait en RDC, qui malgré cela reste tout de même inscrit sur la liste des pays où les enfants sont recrutés dans des groupes armés.

Lors des débats, l'Ambassadeur de la RDC à l'ONU, l'Honorable Ignace Gata, a déclaré que tandis que les groupes armés illégaux recrutent toujours des enfants congolais, le gouvernement a mis en place des mesures qui ont éliminé cette pratique au sein des FARDC. La RDC a pris les mesures et les engagements suivants :

- L'utilisation de données biométriques, qui a aussi permis de retirer des dizaines de milliers de soldats "fantôme" de la liste salariale des FARDC.
- L'Octroi d'accès aux sites militaires pour des raisons de vérification par les acteurs de protection d'enfants, y compris [la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation et l'Organisation en RDC](#) et l'UNICEF.
- Signature et mise en œuvre de la campagne des Nations Unies "[Des Enfants pas des soldats.](#)"
- La mise en œuvre du Plan commun d'Action de 2012 entre les ONU et la RDC qui criminalise l'utilisation des enfants dans des forces armées et combattre les violences sexuelles.

L'Ambassadeur Ignace Gata a aussi cité la nomination par le Président Joseph Kabila de Jeanine Mabunda comme son Représentant Personnel comme initiative pour renforcer les mesures actuelles que le gouvernement de la RDC a actuellement mises en place pour assurer que les FARDC demeurent sans enfants soldats.